



Communiqué de Presse

Rodez, samedi 25 février 2023

La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de l'Aveyron (FDSEA 12) est le syndicat agricole majoritaire du département depuis plus de 60 ans. Elle regroupe 4 500 agriculteurs, actifs et retraités, dont elle défend les intérêts sur le plan individuel et collectif. Au service des agriculteurs, la FDSEA offre à ses adhérents les conseils, l'expertise, l'information et le soutien nécessaires pour qu'ils puissent exercer leur métier dans les meilleures conditions. La FDSEA œuvre aussi pour faire du monde rural un espace vivant pouvant s'appuyer sur des agriculteurs nombreux, soucieux de pérenniser sur leur territoire une dynamique économique, empreinte de respect des terroirs et de l'environnement.

www.fdsea12.fr

Retrouvez-nous sur :



Le syndicat des Jeunes Agriculteurs (JA 12), regroupe plus de 300 adhérents et représente les intérêts des jeunes agriculteurs du département au sein des différents organismes agricoles locaux et nationaux. Il travaille sur différents dossiers, et tout particulièrement sur l'installation de nouveaux agriculteurs et la transmission des exploitations, ainsi que sur la promotion des métiers de l'agriculture.

www.ja12.fr

Retrouvez-nous sur :



Action syndicale – Souveraineté alimentaire

Défendons l'acte de production, préservons notre souveraineté alimentaire !

Alors que le Salon de l'Agriculture à Paris ouvre ses portes ce samedi 25 février, les agriculteurs de l'Aveyron ont installé la 1^{ère} banderole d'une série de dix exemplaires avec l'inscription « *Nos champs, nos étables garnissent vos tables* » pour sensibiliser les consommateurs sur l'importance de préserver la souveraineté alimentaire par leurs achats quotidiens.

La situation économique pour l'agriculture est alarmante !

Selon l'INSEE, « en 2022, les prix agricoles à la production sont en hausse de 26,8 % par rapport à ceux de 2021. Cette hausse, due en particulier à l'envolée des prix des céréales, est inédite : la plus forte hausse sur un an enregistrée jusque-là était de +26,1 % en mars 2008.

La hausse des prix des aliments (+ 24 %) impacte fortement le revenu des éleveurs qui doivent de surcroît faire face à toutes les autres charges (énergie et lubrifiants + 48.6 %, matériel et petits outillages + 17.7 %, engrais et amendements +74.8 % ...). Cette hausse conséquente des matières premières entraîne une augmentation des indicateurs coûts de production de 15 % rien que sur l'année 2022.

Cette crise inflationniste n'est pas prête de s'arrêter et met en danger l'élevage. La légère augmentation des prix de vente des animaux ne couvre pas la hausse des charges. Les négociations avec la grande distribution se terminent, mais qu'il s'agisse des produits laitiers (lait de vache, de chèvre ou de brebis), les industriels se heurtent au diktat de la distribution et des prix toujours plus bas pour sauvegarder le pouvoir d'achat. Le problème est encore plus accentué sur les produits bio et produits sous signe officiel de qualité (labels, IGP, ...)

Nous appelons à une prise de conscience non seulement des pouvoirs publics mais aussi de l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire de l'amont à l'aval.

Il faut collectivement trouver des solutions.

L'Etat doit mettre en application la totalité des mesures des lois EGAlim 1 et 2 et veiller au respect des règles votées.

Il y a danger pour le revenu des agriculteurs mais aussi pour la continuité de la production agricole et la capacité à fournir les biens alimentaires de qualité au quotidien pour nos concitoyens.

La viabilité, la vivabilité et l'avenir des exploitations agricoles sont remises en question ainsi que le renouvellement des générations. L'Etat doit réaffirmer sa volonté d'une souveraineté alimentaire pour la France.

Défendre l'acte de production

L'agriculture départementale a fait ses preuves au quotidien sur les différents marchés concurrentiels : les marchés locaux, le marché intérieur national et à l'export.

Cela se vérifie pour les produits laitiers (notamment les fromages de vaches, brebis ou de chèvres), les animaux vivants et transformés, les semences, les vins et les fruits et légumes.

La valeur ajoutée générée par nos produits agricoles, combine, à la fois, la performance technique des exploitations, la maîtrise des coûts de revient, ainsi que les stratégies de différenciation (démarche qualité, certification, marque etc..) et de diversification (productions, activités etc...).

Nous invitons nos concitoyens à nous rejoindre pour ne pas se réveiller un jour avec une France qui n'aurait plus les moyens de sa souveraineté alimentaire. Car oui, la Ferme France est une chance pour notre pays, elle est belle, diverse et adaptée à la préservation de notre environnement. Elle fournit une alimentation équilibrée, saine et de qualité, elle est source de dynamisme économique, d'emplois, ancrée dans les territoires !

Nos revendications sont simples : la préservation de nos moyens de production, la rémunération de nos producteurs et la capacité à mener des projets agricoles dans les territoires au service de la souveraineté alimentaire de notre pays.

**Produisons en France ! Préservons notre souveraineté alimentaire !
N'importons pas l'alimentation que nous ne voulons pas !**

Contacts presse :

Laurent Saint-Affre, président de la FDSEA de l'Aveyron : 06 14 36 52 42

Michaël Garrigues, co-président Jeunes Agriculteurs Aveyron : 06 47 95 39 31

Julien Tranier, co-président Jeunes Agriculteurs Aveyron : 06 17 05 96 89

Nathalie Puech, chargée de communication de la FDSEA de l'Aveyron : 07 69 20 22 86